



NAIROBI ACTION PLAN ON REMITTANCES

We, delegates representing African Diaspora Development Organisations (ADDOs), Money Transfer Organisations (MTOs), private sector organisations, civil society organisations, governments and international development agencies, at the Fifth Diaspora Development Dialogue (DDD5) organised by ADEPT, the Ministry of Foreign Affairs of the Government of Kenya and the African Institute of Remittances (AIR) on 28 July 2016 in Nairobi, Kenya:

1. REAFFIRM our commitment to work towards achieving the target 10.7c of the Sustainable Development Goals (SDGs) adopted in September 2015, such that: *“By 2030, reduce to less than 3 per cent the transaction costs of migrant remittances and eliminate remittance corridors with costs higher than 5 per cent”*.
2. REAFFIRM our commitment to implement the remittance provisions of the Valletta Action Plan adopted in November 2015, such that: *“In addition [to the 3% SDG target], identify corridors for remittance transfers where the partners commit to substantially reduce the costs by 2020, from Europe to Africa and within Africa”*.
3. REGRET the fact that remittance costs to Africa are significantly higher than the global average, and that costs within African countries are amongst the highest in the world; we acknowledge that this is a form of development infamy and highlights the urgency for immediate action to be taken for Africa to become a continent where remittance costs of all types and kinds are permanently low.
4. URGE remittance stakeholders including: migrants and diaspora, Money Transfer Organisations, commercial banks, central banks, governments and regional and international regulatory authorities to work together in a transparent and purposeful manner, in order to facilitate and ensure that effective cost reduction tools and techniques that are currently in use, are made available for immediate adoption and implementation in countries that have high remittance costs.
5. URGE governments of countries which have high remittance costs, to adopt and implement actions to reform regulation, facilitate competition, promote interoperability, create social enterprise MTO platforms and stimulate innovation in the money transfer sector, using effective mechanisms that have been tried, tested and implemented in low cost corridors.
6. ENDORSE and support the initiative of ADEPT, AIR and their diverse partners, to provide technical cooperation and support between 2017 and 2018, to 10 (ten) African countries, such that by 2020, a significant number of these target countries would have reduced the cost of remittances to 3% or lower.

This Nairobi Action Plan on Remittances was declared and adopted on 28 July 2016 in Nairobi, Kenya.



PLAN D'ACTION DE NAIROBI POUR LES TRANSFERTS DE FONDS

Nous, soussignés les délégués représentant les Organisations de développement de la diaspora africaine (ADDO), les Organisations de transfert de fonds (OTF), les organisations du secteur privé, les organisations de la société civile, les gouvernements et les agences de développement international, présents au cinquième dialogue sur le développement par la diaspora (DDD5) organisé par ADEPT, le ministère des affaires étrangères du gouvernement du Kenya et l'Institut africain pour les transferts de fonds (AIR), déclarons, le 28 juillet 2016 à Nairobi, Kenya :

1. RÉAFFIRMER notre engagement à travailler dans le but d'atteindre la cible 10.7c des Objectifs de développement durable (ODD) adoptés en septembre 2015, soit : « *D'ici à 2030, faire baisser au-dessous de 3 pour cent les coûts de transaction des envois de fonds effectués par les migrants et éliminer les couloirs de transfert de fonds dont les coûts sont supérieurs à 5 pour cent.* »
2. RÉAFFIRMER notre engagement à appliquer les dispositions relatives aux transferts de fonds du plan d'action de La Valette adopté en novembre 2015, soit : « *En outre [des 3% de la cible des ODD], recenser les couloirs de transfert de fonds pour lesquels les partenaires s'engagent à réduire de manière significative les coûts d'ici à 2020, de l'Europe vers l'Afrique et en Afrique.* »
3. REGRETTER le fait que les coûts des versements vers l'Afrique soient considérablement plus élevés que la moyenne mondiale, et que les coûts entre pays Africains soient parmi les plus élevés au niveau mondial ; nous reconnaissons qu'il s'agit d'une forme d'infamie du développement et que ceci met en évidence la nécessité de prendre de toute urgence des mesures pour que l'Afrique devienne un continent où les coûts de transfert de tous types et toutes natures soient définitivement bas.
4. EXHORTER les acteurs impliqués dans les transferts, dont : les migrants et la diaspora, les organisations de transfert de fonds, les banques commerciales, les banques centrales, les gouvernements et les organismes de réglementation internationaux à travailler conjointement, de manière transparente et constructive, afin de faciliter et s'assurer que les techniques et instruments de réduction efficace des coûts qui sont actuellement utilisés soient disponibles pour une adoption et une exécution immédiates dans les pays ayant des coûts de versement élevés.
5. EXHORTER les gouvernements des pays ayant des coûts de transfert élevés à adopter et exécuter des mesures pour réformer les règles, faciliter la compétition, promouvoir l'interopérabilité, créer des plateformes d'entreprise sociale des OTF et stimuler l'innovation dans le secteur des transferts de fonds en utilisant des mécanismes efficaces qui ont été essayés, testés et mis en place dans des couloirs à bas coût.
6. APPROUVER et soutenir l'initiative d'ADEPT, AIR et leurs différents partenaires, à apporter leur soutien et coopération technique entre 2017 et 2018 à 10 (dix) pays africains, afin que d'ici 2020, un nombre important de ces pays cibles aient réduit le coût de leurs versements de 3% ou plus.

Ce Plan d'action de Nairobi sur les transferts a été déclaré et adopté le 28 juillet 2016 à Nairobi, Kenya.